

Le tabac, les champignons, herbes et fleurs en pots et plants en pots pressés à base de substrat ou cuvette, jachères non alimentaires colza d'hiver, jachères non alimentaires colza de printemps, jachères non alimentaires lin autre que lin textile, jachères non alimentaires chanvre autre que chanvre textile, jachères non alimentaires autres (parmi lesquelles angélique de la 1^{re} année), jachères non alimentaires autres (angélique de la deuxième année, chardon Marie, *Hypericum perforatum*, autres) ne sont pas considérés comme des cultures dans ce tableau.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2004 modifiant l'arrêté ministériel du 3 octobre 2003 concernant l'octroi de subventions à l'application de la méthode de production biologique, en application du Programme flamand de Développement rural.

Bruxelles, le 1^{er} juin 2004.

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,
J. TAVERNIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2979

[2004/202464]

27 MAI 2004. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux modalités d'octroi de l'aide visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les employeurs du secteur de l'enseignement conformément à l'article 4 du décret wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération conclu le 29 avril 2004 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux modalités d'octroi de l'aide visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les employeurs du secteur de l'enseignement conformément à l'article 4 du décret wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Le texte de l'accord est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des deux actes d'approbation des parties contractantes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 720 (2003-2004), n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique.

Discussion. Vote.

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux modalités d'octroi de l'aide visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés pour les employeurs du secteur de l'enseignement conformément à l'article 4 du décret wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics;

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi ou de personnes assimilées par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'Enseignement et du secteur marchand, et notamment les articles 4, 14 et 18;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2004;

Vu l'avis n° 36.815/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par la double nécessité :

1° de faire adopter l'accord de coopération dans les meilleurs délais par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne au vu des considérants énoncés ci-dessous;

2° de donner une assise juridique claire dans le présent accord de coopération à l'avant-projet de décret de la Communauté française fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, l'urgence étant à cet égard justifiée par le fait que ce dernier doit être d'application dès la prochaine rentrée scolaire et qu'il doit pour ce faire être soumis au Parlement de la Communauté française avant la fin de la session parlementaire;

Considérant que le décret du 25 avril 2002 précité abroge les dispositions spécifiques relatives à l'octroi, moyennant conclusion d'un accord de coopération entre les gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, de moyens destinés à favoriser l'engagement d'agents contractuels subventionnés dans le secteur de l'Enseignement;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir les modalités d'octroi des aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés dans ce secteur;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Hervé Hasquin, de M. Christian Dupont, Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, de M. Jean-Marc Nolle, Ministre de l'Enfance chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E, de M. Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial, de M. Michel Daerden, Ministre du Budget et de Mme Françoise Dupuis, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

et

La Région wallonne représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, de M. Michel Daerden, Ministre du Budget et de M. Philippe Courard, Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon s'engage à financer une aide à la promotion de l'emploi identifiée sous l'appellation « A.P.E.-Enseignement » pour un nombre global maximum de points conformément au décret du 25 avril 2002 précité.

Art. 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française déterminent annuellement moyennant une convention, et pour la première fois le 1^{er} septembre 2003, le montant des aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés dans les établissements de l'Enseignement fondamental, secondaire, spécial, supérieur et de promotion sociale que la Communauté française organise ou subventionne ainsi que dans les services de son Gouvernement et dans les organismes qui en dépendent et/ou qui apportent aux secteurs de l'enseignement les éléments complémentaires contribuant à un meilleur accomplissement de leurs missions.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 18 du décret du 25 avril 2002 précité, la Région wallonne et la Communauté française conviennent, en ce qui concerne le placement de puériculteurs et de puéricultrices, des conditions complémentaires suivantes :

1° le nombre d'emplois, exprimé en équivalent temps plein, qui leur est affecté doit être supérieur ou égal au nombre qui a été affecté lors de l'année scolaire 2003-2004;

2° le nombre d'emplois, exprimé en équivalent temps plein, attribués à chaque réseau, à chaque zone et, pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, selon chaque caractère, est proportionnel au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations scolaires au 30 septembre de l'année qui précède celle pour laquelle les postes sont attribués.

§ 2. La Communauté française peut préciser les modalités d'exécution relatives à la procédure d'attributions des emplois et de recrutement des puériculteurs et puéricultrices et des autres travailleurs engagés dans le secteur de l'enseignement dans le cadre du décret du 25 avril 2002 précité dans un établissement d'enseignement.

§ 3. Dans le strict respect du décret du 25 avril 2002 précité, la Communauté française est, en outre, habilitée à fixer :

1° les conditions complémentaires d'accès aux fonctions de puériculteurs et de puéricultrices et des autres travailleurs engagés dans le secteur de l'enseignement dans le cadre du décret du 25 avril 2002 précité dans un établissement d'enseignement;

2° les droits et les devoirs de ces derniers, ainsi que les éventuelles procédures et conséquences relatives au non respect de ceux-ci;

3° le volume de leurs prestations;

4° les règles de suspension ou d'interruption de l'exécution de leur contrat.

Art. 4. Le Gouvernement de la Communauté française s'engage à répartir et à attribuer les points dans le respect du décret du 25 avril 2002 précité et conformément aux dispositions prévues par la convention annuelle visée à l'article 2.

Art. 5. Le Gouvernement de la Communauté française garantit qu'une priorité sera donnée dans la répartition des aides aux secteurs relevant de sa compétence, visés à l'article 2, qui connaissent des difficultés ponctuelles ou durables et pour lesquels le seul dispositif institutionnel s'avère peu adapté voire insuffisant et ce, dans le respect de la convention annuelle visée à l'article 2.

Art. 6. Le présent accord est conclu pour une période indéterminée. Il peut être dénoncé par les parties signataires moyennant un préavis de six mois francs.

Fait en 9 exemplaires, le 29 avril 2004.

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2979

[2004/202464]

27 MEI 2004. — Decreet houdende goedkeuring van de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de modaliteiten voor de toekenning van middelen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de werkgevers van de onderwijssector overeenkomstig artikel 4 van het Waalse decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden en door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. De Samenwerkingsovereenkomst gesloten op 29 april 2004 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest m.b.t. de modaliteiten voor de toekenning van middelen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de werkgevers van de onderwijssector overeenkomstig artikel 4 van het Waalse decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden en door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt goedgekeurd.

De tekst van de overeenkomst gaat bij dit decreet.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop de laatste van de twee goedkeuringsakten van de ondertekenende partijen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 720 (2003-2004), nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 mei 2004.

Bespreking. Stemming.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de modaliteiten voor de toekenning van middelen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de werkgevers van de onderwijssector overeenkomstig artikel 4 van het Waalse decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden en door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen;

Gelet op decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, inzonderheid op de artikelen 4, 14 en 18;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2004;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 4 maart 2004;

Gelet op het advies nr. 36.815/2 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat :

1^o de samenwerkingsovereenkomst zo spoedig mogelijk aangenomen moet worden door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest rekening houdende met bovenbedoelde consideransen;

2^o dat deze samenwerkingsovereenkomst moet voorzien in een duidelijke juridische grondslag voor het voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap tot vastlegging van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende andere bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutaire personeel van de Franse Gemeenschap, waarbij de dringende noodzakelijkheid in dat opzicht gerechtvaardigd wordt door het feit dat bedoeld decreet vanaf het begin van het komende schooljaar van toepassing moet zijn en dat het derhalve vóór het einde van de parlementaire zitting aan het Parlement van de Franse Gemeenschap overgelegd moet worden;

Overwegende dat de specifieke bepalingen betreffende de toekenning, mits sluiting van een samenwerkingsovereenkomst tussen de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, van middelen ter bevordering van de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen in de onderwijssector bij bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 opgeheven worden;

Overwegende dat het geboden is modaliteiten vast te leggen voor de toekenning van middelen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden in die sector;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Hervé Hasquin, van de heer Christian Dupont, Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, van de heer Jean-Marc Nollet, Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. », van de heer Pierre Hazette, Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon

Onderwijs, van de heer Michel Daerden, Minister van Begroting, en van Mevr. Françoise Dupuis, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, van de heer Michel Daerden, Minister van Begroting en van de heer Philippe Courard, Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Waalse Regering verbindt zich overeenkomstig bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 tot de financiering van middelen voor de bevordering van de tewerkstelling, met name de « A.P.E.-Enseignement », naar rato van een globaal maximumaantal punten.

Art. 2. De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepalen jaarlijks en voor het eerst op 1 september 2003 in een overeenkomst het bedrag van de middelen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden in de inrichtingen van het basis-, secundair, buitengewoon, hoger onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook in de diensten van haar Regering en in instellingen die er onder ressorteren en/of die de onderwijssectoren aanvullende elementen verschaffen waardoor ze bijdragen tot een betere uitvoering van hun opdrachten.

Art. 3 § 1. Overeenkomstig artikel 18 van bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 komen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap de volgende bijkomende voorwaarden overeen wat betreft de plaatsing van kinderverzorg(st)ers :

1° het aantal banen, uitgedrukt in voltijdsequivalent, dat hen toegewezen wordt is gelijk aan of hoger dan het aantal toegewezen voor het schooljaar 2003-2004;

2° het aantal banen, uitgedrukt in voltijdsequivalent, dat toegewezen wordt aan elk net, aan elke zone en, wat het gesubsidieerde vrij onderwijs betreft, al naar gelang elk type, is evenredig met het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de schoolinrichtingen of -vestigingen op 30 september van het jaar dat voorafgaat aan dat waarvoor de banen toegewezen worden.

§ 2. De uitvoeringsmodaliteiten betreffende de procedure inzake toekenning van banen en werving van kinderverzorg(st)ers en andere werknemers die in het kader van bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 in dienst genomen zijn in de onderwijssector kunnen door de Franse Gemeenschap nader bepaald worden.

§ 3. De Franse Gemeenschap is, mits strikte inachtneming van bovenbedoeld decreet van 25 april 2002, bovendien bevoegd voor de bepaling van :

1° bijkomende voorwaarden inzake toegang tot de functies van kinderverzorg(st)er en van de andere werknemers die in het kader van bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 in dienst genomen worden in de onderwijssector;

2° de rechten en plichten van laatstgenoemden, alsook de eventuele procedures en gevolgen als ze niet nageleefd worden;

3° de omvang van de prestaties;

4° de regels inzake opschorting en onderbreking van de uitvoering van contracten.

Art. 4. De Regering van de Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe de punten te verdelen en toe te kennen overeenkomstig bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 en overeenkomstig de bepalingen die vastliggen in de jaarlijkse overeenkomst bedoeld in artikel 2.

Art. 5. De Regering van de Franse Gemeenschap zorgt ervoor dat bij de hulpverdeling voorrang wordt gegeven aan de in artikel 2 bedoelde sectoren die onder haar bevoegdheid vallen, die punctueel of constant moeilijkheden ondervinden en waarvoor het enige institutionele stelsel weinig geschikt en zelfs gebrekkig blijkt te zijn, met inachtneming van de jaarlijkse overeenkomst bedoeld in artikel 2.

Art. 6. Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze kan door de ondertekenende partijen opgezegd worden mits inachtneming van een opzegtermijn van zes volle maanden.

Gedaan in 9 exemplaren, op 29 april 2004.

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

Ch. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS